

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS
	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		
	Six mois	Un an	Six mois	Un	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie Nationale à Rufisque	an Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15 000 f 31.000 f				La ligne 1.000 francs
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc Algérie, Tunisie. 20.000 f 40.000 f				Chaque annonce répétée Moitié prix
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays 23.000 f 46.000 f				(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Prix du numéro Année courante 600 f		Année ant. 700 f		
	Par la poste : Majoration de 130 f par numéro		Par la poste		Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520790630/81
	Journal légalisé 900 f				

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2010

- 30 septembre Décret n° 2010-1298 modifiant le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères 1342
- 11 septembre Décret n° 2010-1187 mettant fin aux fonctions de Ministres, nommant de nouveaux Ministres et fixant la composition du Gouvernement 1342
- 4 novembre ... Décret n° 2010-1439 modifiant le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères 1344

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

2010

- 29 juillet Arrêté ministériel n° 6889 portant création de la Cellule de Suivi de l'Intégration 1344
- 2 août Arrêté ministériel n° 6942 portant dématérialisation des procédures et des formalités du Commerce extérieur au Sénégal 1345

2010

- 6 août Arrêté interministériel n° 7035 MEF-ME-MC abrogeant et remplaçant l'arrêté interministériel n° 6533 ME-CNH du 17 juillet 2010 portant révision des marges de distribution, de grossiste et de détail, des droits de passage et de la péréquation transport des hydrocarbures raffinés 1346

MINISTERE DE L'ENERGIE

2010

- 16 avril Arrêté ministériel n° 3523 ME-CNH fixant les prix plafond des hydrocarbures à la consommation pour compter du 17 avril 2010 1347
- 17 mars Arrêté interministériel n° 2463 ME-MTTTTTF abrogeant l'arrêté interministériel n° 6508 MEM-MIETTMI du 10 août 2004 portant agrément pour l'exercice de la profession de transporteur routier d'hydrocarbures raffinés accordé à M. Mamadou Sady et accordant l'agrément pour l'exercice de la profession de transporteur routier d'hydrocarbures raffinés à la Société Transports Sady SARL 1353

MINISTERE DU COMMERCE

- 28 septembre Arrêté ministériel n° 8757 portant création et organisation du centre de Recherche, d'Analyses des échanges et statistiques (CRADES) 1354

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 1356

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET n° 2010-1298 du 30 septembre 2010
modifiant le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;

Vu la loi n° 90-07 du 28 juin 1990, relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2010-876 du 28 juin 2010, mettant fin aux fonctions d'un Ministre, nommant un nouveau Ministre et fixant la composition du Gouvernement ;

Vu le décret 2010-925 du 8 juillet 2010, portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères modifié par le décret n° 2010-1036 du 5 août 2010 ;

Sur le rapport du Premier Ministre.

DECRETE :

Article premier. - L'article premier du décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

4°) Secrétariat général de la Présidence de la République :

Ajouter :

Après Cellule Formation, Education et Culture :

- Cellule d'Appui à la Promotion de l'Enfance (CAPE) ;

- Projet Hôpital DALAL DIAM.

MINISTERE DU GENRE ET DES RELATIONS
AVEC LES ASSOCIATIONS FEMININES
AFRICAINES ET ETRANGERES

2°) Direction et service :

Ajouter :

« Direction de l'Equité et de l'Egalité du Genre ».

MINISTERE DU TRAVAIL
ET DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

3°) Autres administrations

Ajouter :

- Commission de Supervision et de Régulation des Institutions de Sécurité sociale (COSRISS) ;

- Comité national du Dialogue social.

MINISTERE L'ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE,
DE L'ELEMENTAIRE, DU MOYEN SECONDAIRE
ET DES LANGUES NATIONALES

4°) Autres administrations

Ajouter :

- Institut islamique de Dakar.

Art. 2. - Le Premier Ministre, les Ministres d'Etat et les Ministres sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 30 septembre 2010.

Abdoulaye WADE,

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

DECRET n° 2010-1187 du 6 septembre 2010
mettant fin aux fonctions de Ministres, nommant de nouveaux Ministres et fixant la composition du Gouvernement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43, 49 et 53 ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2010-749 du 10 juin 2010 mettant fin aux fonctions d'un ministre et fixant la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2010-876 du 28 juin 2010 mettant fin aux fonctions d'un ministre et fixant la composition du Gouvernement ;

Sur proposition du Premier Ministre,

DECRETE :

Article premier. - Il est mis fin aux fonction de :
M. Becaye Diop, Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur ;

M. Abdoulaye Baldé, Ministre d'Etat, Ministre des Forces armées ;

M. Ousmane Ngom, Ministre d'Etat, Ministre des Mines, de l'Industrie, de L'Agro Industrie et des PME.

Art. 2. - - Sont nommés :

- M^e. Ousmane Ngom, Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur ;

M. Becaye Diop, Ministre d'Etat, Ministre des Forces armées ;

M. Abdoulaye Baldé, Ministre d'Etat, Ministre des Mines, de l'Industrie et des PME.

Art. 3. - La composition du Gouvernement s'établit comme suit :

1. M. Madické Niang, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères ;

2. M^e Ousmane Ngom, Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur ;

3. M. Abdoulaye Diop, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances ;

4. M. Cheikh Tidiane Sy, Ministre d'Etat, Garde de Sceaux, Ministre de la Justice ;

5. M. Bécaye Diop, Ministre d'Etat, Ministre des Forces armées ;

6. M. Djibo Leyti Kâ, Ministre d'Etat, Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature ;

7. M. Karim Wade, Ministre d'Etat, Ministre de la Coopération internationale, de l'Aménagement du territoire, des Transports aériens et des Infrastructures ;

8. M. Oumar Sarr, Ministre d'Etat, Ministre de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique ;

9. M. Abdoulaye Baldé, Ministre d'Etat, Ministre des Mines, de l'Industrie, de l'Agro Industrie et des PME ;

10. M^{me} Awa Ndiaye, Ministre d'Etat, Ministre du genre et des relations avec les associations féminines africaines et étrangères ;

11. M^{me} Innoncence Ntap, Ministre d'Etat, Ministre du Travail et des Organisations professionnelles ;

12. M. Diakaria Diav, Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction publique et de l'Emploi ;

13. M. Sammuel Amète Sarr, Ministre d'Etat, Ministre de l'Energie ;

14. M^{me} Ndèye Khady Diop, Ministre d'Etat, Ministre de la Famille, des Organisations féminines et de la Protection de l'enfance ;

15. M. Khourāichi Thiam, Ministre de l'Economie maritime ;

16. Professeur Amadou Tidiane Bâ, Ministre de l'Enseignement supérieur, des Universités, des Centres Universitaires, Régionaux (CUR) et de la Recherche scientifique ;

17. M. Khadim Guèye, Ministre de l'Agriculture ;

18. M. Kalidou Diallo, Ministre de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire du Moyen Secondaire et des Langues nationales ;

19. M. Modou Diagne Fada, Ministre de la Santé et de la Prévention ;

20. D^r Aliou Sow, Ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales ;

21. M. Mamadou Lamine Keita, Ministre de la Jeunesse ;

22. M. Thierno Lô, Ministre de l'Artisanat, du Tourisme et des Relations avec le Secteur privé et le Secteur informel ;

23. M. Adama Sall, Ministre de l'Urbanisme et de l'Assainissement ;

24. M. Mamadou Bousso Lèye, Ministre de la Culture et des Loisirs ;

25. M^{me} Oumou Khaïry Guèye Seck, Ministre de l'Elevage ;

26. M^{me} Nafy Diouf Ngom, Ministre des Transports terrestres et des Transports ferroviaires ;

27. M. Moussa Sakho, Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;

28. M. Amadou Niang, Ministre du Commerce ;

29. Moustapha Guirassy, Ministre de la Communication, et des Télécommunications Porte parole du Gouvernement ;

30. M. Sada Ndiaye, Ministre des Sénégalais de l'Extérieur ;

31. M. Faustin Datta, Ministre des Sports ;

32. M^{me} Thérèse Coumba Diop, Ministre de l'Action sociale et de la Solidarité nationale ;

33. M^{me} Aminata Lô, Ministre chargée des relations avec les Institutions ;

34. M^{me} Seynabou Ly Mbacké, Ministre de l'Entrepreneuriat féminin et de la Micro-finance ;

35. M^{me} Fatou Blondin Ndiaye Diop, Ministre chargée des Technologies de l'Information et de la Communication ;

36. M^{me} Khady Mbow, Ministre de l'Hygiène publique et du Cadre de Vie ;

37. M. Babacar Ndao, Ministre chargé des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs artificiels et de la Pisciculture ;

38. M. Louis Seck, Ministre des Energies renouvelables ;

Ministres délégués :

39. M. Abdoulaye Diop, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget ;

40. M^{me} Mame Astou Guèye, Ministre déléguée auprès du Ministre de la Coopération internationale, chargée de la Coopération décentralisée ;

41. M^{me} Coumba Gaye, Ministre déléguée auprès du Ministre de la Justice, chargée des Droits Humains ;

Art. 4. - Le présent décret sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar le 11 septembre 2010.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE.

DECRET n° 2010-1439 du 4 novembre 2010

modifiant le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;

Vu la loi n° 90-07 du 28 juin 1990, relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret 2010-925 du 8 juillet 2010, portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères modifié par le décret n° 2010-1036 du 5 août 2010 et 2010-1298 du 30 septembre ;

Vu le décret n° 2010-1356 du 4 octobre 2010, nommant un nouveau Ministre et fixant la composition du Gouvernement ;

Sur le rapport du Premier Ministre,

DECRETE :

Article premier. - Le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

MINISTERE DE L'HABITAT,
DE LA CONSTRUCTION
ET DE L'HYDRAULIQUE

2°) Directions :

Supprimer :

Direction des infrastructures médicales.

MINISTERE DE LA SANTE
ET DE LA PREVENTION

3°) Directions :

Ajouter :

Direction des infrastructure médicales.

Art. 2. - Le Premier Ministre, et les Ministres sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 4 novembre 2010.

Abdoulaye WADE,

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

ARRETE MINISTERIEL n° 6889 en date du 29 juillet 2010 portant création de la Cellule de Suivi de l'Intégration.

Article premier. - Il est créé une structure dénommée « Cellule de Suivi de l'Intégration », rattachée au Cabinet du Ministre en charge de l'Economie et des Finances.

Art. 2. - La Cellule de Suivi de l'Intégration est dirigée par un Chef de Cellule ayant rang de Conseiller technique, nommé par arrêté du Ministre en charge de l'Economie et des Finances, et assisté de collaborateurs.

Art. 3. - Placée sous l'autorité du Ministre en charge de l'Economie et des Finances, la Cellule de Suivi de l'Intégration est chargée de traiter, en relation avec les services techniques compétents du Ministère et dans le respect de leurs attributions les dossiers :

- de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;

- de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

- de la Communauté des Etats Sahélo-Sahéliens ;

- de l'Union Africaine ;

- et de toute organisation d'intégration économique africaine.

A ce titre la Cellule de Suivi de l'Intégration est chargée :

- d'assurer la coordination des activités du Comité des Mandats et du Comité national de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;

- d'effectuer le suivi au niveau national des dossiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine, en veillant notamment à l'application des actes communautaires ;

- de participer aux réunions du Comité des Experts Statutaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;

- de suivre les activités de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest relevant des attributions du Ministère de l'Economie et des Finances ;

- de suivre, en relation avec les services techniques compétents du Ministère de l'Economie et des Finances, les questions d'intégration économique traitées dans d'autres instances régionales et internationales ;

- de contribuer à l'examen des questions de commerce régional et international concernant le Ministère de l'Economie et des Finances ;

- d'initier et de conduire des travaux sur les questions d'intégration régionale.

Art. 4. - Dans le cadre de ses attributions, la Cellule de Suivi de l'Intégration :

- organise les réunions du Comité des Mandats et du Comité national UEMOA et rend compte au Ministère en charge de l'Economie et des Finances des résultats des travaux ;

- émet des avis et observations sur les documents qui lui sont soumis ;

- participe aux activités nationales et internationales et rend compte ;

- organise des séminaires et ateliers.

Art. 5. - Le financement du fonctionnement de la Cellule de Suivi de l'Intégration est assuré par les ressources nationales ainsi que par celles provenant des partenaires extérieurs et destinées à appuyer les actions d'intégration économique.

Art. 6. - La Cellule de Suivi de l'Intégration élabore un programme d'activités au début de chaque année et présente un rapport d'activité à la fin de l'année.

Art. 7. - Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature et sera enregistré et publié partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 6942 en date du 2 août 2010 portant dématérialisation des procédures et des formalités du Commerce extérieur au Sénégal.

Article premier. - Tous les échanges d'informations ou de documents relatifs aux procédures et aux formalités du commerce extérieur au Sénégal peuvent faire l'objet d'une transmission par voie électronique.

Art. 2. - La transmission par voie électronique de ces informations ou documents se fait à travers la mise en place de plateformes de traitement automatisé.

Art. 3. - L'échange électronique ou de documents n'exonère ni les intervenants, ni les gestionnaires des plateformes de traitement automatisé, ni les utilisateurs du respect de la législation en vigueur.

Art. 4. - Les gestionnaires des plateformes de traitement automatisé des procédures et des formalités de commerce extérieur fournissent à tout utilisateur et intervenant les moyens techniques nécessaires à l'accès aux dites plateformes.

Art. 5. - Les gestionnaires mentionnés à l'article 4 du présent arrêté sont tenus de garantir la continuité du fonctionnement des plateformes de traitement automatisé des procédures et des formalités du commerce extérieur ainsi que la confidentialité et l'intégrité des données traitées.

En cas d'arrêt de fonctionnement, ils doivent en informer immédiatement et expressément tous les intervenants et utilisateurs.

Art. 6. - Sauf disposition contraire, tout document dont l'original est nécessaire à l'accomplissement des procédures et de formalités du commerce extérieur peut être transmis par voie électronique, dès lors que les moyens techniques garantissent son intégrité.

Art. 7. - Sauf disposition contraire, les documents physiques scannés reflétant une reproduction fidèle des originaux peuvent être utilisés dans le cadre du traitement automatisé des procédures et de formalités du commerce extérieur sous réserve que leur intégrité soit garantie.

Art. 8. Nonobstant les dispositions des articles 6 et 7 susmentionnés, les intervenants peuvent, à tout moment, demander les documents physiques accompagnant les dossiers électroniques conformément à la législation en vigueur.

Art. 9. En application des dispositions des articles susvisés, l'Administration des Douanes mettra en place des plateformes d'échange électronique d'informations ou de documents dont les conditions de fonctionnement seront fixées par notes de service du Directeur général des Douanes.

Art. 10. - Le non respect des dispositions du présent arrêté sera sanctionné par les dispositions légales en vigueur.

Art. 11. - Le Ministre du Commerce et le Ministre délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 7035 MEF-ME-MC en date du 6 août 2010 abrogeant et remplaçant l'arrêté interministériel n° 6533 ME-CNH du 7 juillet 2010 portant révision des marges de distribution, de grossiste et de détail, des droits de passage et de la péréquation transport des hydrocarbures raffinés.

Article premier. - En application de l'article 5 du décret n° 98-339 du 21 avril 1998 fixant les modalités de calcul des droits de passage et de l'article 6 du décret 2006-952 du 26 septembre 2006 fixant les modalités de détermination des prix des hydrocarbures raffinés, le présent arrêté fixe les marges de distribution, la péréquation de transport, les droits de passages, les marges des grossistes et les marges de détail.

Art. 2. - Les marges de distribution, de détail, les droits de passage et la péréquation de transport sont fixés, à compter du 7 août 2010, comme suit.

Produits	Marge de distribution	dont droits passage de dépôt	dont péréquation transport	Marges de détail	Unité
BUTANE 12.5/38 kg	137 394	32 480	0		Francs CFA/TM
BUTANE 9 kg	104 600	32 480	0		Francs CFA/TM
BUTANE 6 kg	104 600	32 480	0		Francs CFA/TM
BUTANE 2.7 kg	104 227	32 480	0		Francs CFA/TM
SUPER CARBURANT	52 960	6 000	12 000	10 500	Francs CFA/m ³
ESSENCE ORDINAIRE	52 960	6 000	12 000	10 500	Francs CFA/m ³
ESSENCE PIROGUE	77 820	6 000	12 000	10 500	Francs CFA/m ³
PETROLE LAMPANT	52 960	6 000	12 000	10 500	Francs CFA/m ³
GASOIL TERRE	52 960	6 000	12 000	10 500	Francs CFA/m ³
DIESEL OIL	31 144	6 000	0	0	Francs CFA/TM
FUEL OIL 180 CST	31 144	6 000	0	0	Francs CFA/TM
FUEL OIL 380 CST	31 144	6 000	0	0	Francs CFA/TM
FUEL OIL SENELEC	11 354	6 000	0	0	Francs CFA/TM
DISTILLAT TAG	31 144	6 000	0	0	Francs CFA/TM
KEROSENE TAG	31 144	6 000	0	0	Francs CFA/TM
NAPHTA	31 144	6 000	0	0	Francs CFA/TM

Toutefois, pour le gaz butane, les droits de passage comportent l'emplissage des bouteilles.

Pour les emballages de 9,6 et 2,7 du gaz butane, les marges de grossiste et détaillant (en francs CFA par emballage) sont les suivantes :

Bouteilles	Marge grossiste	Marge de détail
9 kg	170	110
6 kg	130	85
2,7 kg	65	35

Art. 3. - Les droits de passage dépôt sont révisés tous les cinq ans par arrêté conjoint du Ministre chargé des hydrocarbures, du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé du Commerce.

Art. 4. - Le Directeur général des Impôts et des Domaines, le Directeur général de la Comptabilité publique et du trésor, le Directeur général des Finances, le Directeur général des Douanes, le Directeur des Hydrocarbures et des Combustibles Domestiques et le Directeur du Commerce intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié avec ses annexes au *Journal officiel*.

MINISTERE DE L'ENERGIE

ARRETE MINISTERIEL n° 3523 ME-CNH en date du 16 avril 2010 fixant les prix plafond des hydrocarbures à la consommation pour compter du 17 avril 2010.

Article premier. - Les prix plafond des hydrocarbures à la consommation applicables pour compter du 17 avril 2010, à partir de 18 H 00, sont indiqués en annexe du présent arrêté. Ces prix sont uniformes sur l'ensemble du territoire national, sauf pour le gaz butane. En dehors de la Région de Dakar, le prix de vente du gaz butane correspond au prix de la structure des prix majoré d'un différentiel de transport fixé par les Services régionaux du Commerce.

Art. 2. - Les prix ex-dépôt et consommateur ainsi que les marges distributeur et transporteur sont des valeurs plafond. En conséquence, les intervenants sont autorisés à vendre les produits en dessous des prix plafond fixés.

Art. 3. - Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 4. - Le Directeur Général des Douanes, le Directeur Général des Impôts et des Domaines, le Directeur du Trésor et de la Comptabilité Publique, le Directeur des Hydrocarbures et des Combustibles Domestiques et le Directeur du Commerce Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera publié avec ses annexes au *Journal officiel*.

MINISTERE DE L'ENERGIE

COMITE NATIONAL DES HYDROCARBURES

STRUCTURE DES PRIX DES PRODUITS PETROLIERS

A compter du 17 avril 2010

Calcul des prix parité importation

A compter du 17 avril 2010

	Butane	Super	Ess. ordi	Pétrole	Gasoil	Diesel oil	FO 180 CST	FO 380 CST	FO 380 Senelec
PRIX CIF NWE (par tonne)	640.42	787.19	772.19	723.01	686.00	672.00	463.84	439.15	439.15
FRET DE BASE	18.00	9.78	9.78	9.78	9.78	9.78	9.78	9.78	9.78
TAUX REAJ FRET	6.556	2.391	2.391	2.391	2.391	2.391	2.391	2.391	2.391
FREAT REAJ	118.01	23.38	23.38	23.38	23.38	23.38	23.38	23.38	23.38
MARGE TRADER		4.00	4.00	4.00	4.00	4.00	4.00	12.00	4.00
PRIX FACTURATION (par tonne)	758.43	814.57	799.57	750.39	713.38	699.38	491.22	474.53	466.53
ASSURANCES	1.14	1.22	1.20	1.13	1.07	1.05	0.74	0.71	0.70
PERTES		2.04	2.00	1.88	1.79	1.75	1.23	1.19	1.17
LIBOR	0.0186	0.0186	0.0186	0.0186	0.0186	0.0186	0.0186	0.0186	0.0186
FRAIS FIN.	7.80	8.38	8.23	7.72	7.34	7.20	5.06	4.88	4.80
SURESTARIES		0.533	0.533	0.533	0.533	0.533	0.533	0.533	0.533
COUT TOTAL S/T	767.370	826.743	811.533	761.653	724.113	709.913	498.783	481.843	473.733
PARITE S/F CFA	486.07	486.07	486.07	486.07	486.07	486.07	486.07	486.07	486.07
COUT TOTAL F CFA	372 996	401 855	394 462	370 217	351 970	345 067	242 443	234 209	230 267
TAXE PORT	0.00	991.00	991.00	991.00	212.00	212.00	212.00	212.00	212.00
FRAIS PASS.	1.427.00	729.105	729.105	729.105	729.105	729.105	0.00	0.00	0.00
COUTS DIRECTS	122	122	122	122	122	122	122	122	122
FSIPP	0	47 355	48 055	43 225	40 600	25 000	25 000	25 000	25 000
PARITE IMPORTA.	374 545	451 052	444 359	415 284	393 633	371 130	267 777	259 543	255 601

PARITE IMPORTATION

	fcfa par tonne du mois	facteurs de conversion 25°C	fcfa par m³ à 25°C	facteurs de conversion 15°C	fcfa par m³ à 15°C
BUTANE	374 545				
SUPER	451 052	1.35300	333 372	1.33800	337 109
ESSENCE	444 359	1.37300	323 641	1.35600	327 698
PETROLE	415 284	1.23500	336 262	1.22300	339 562
GASOIL	393 633	1.16000	339 339	1.15200	341 695
DIESEL	371 130				
FUEL OIL 180	267 777				
FUEL OIL 380	259 543				
FUEL OIL SENELEC	255 601				

Structure des prix des produits Pétroliers

CANAL (TTC)

A compter du 17 avril 2010

	Super Carburant	Essence Ordinaire	Essence Pirogue	Pétrole Lampant	Gasoil
1 PRIX PARITE IMPORTATION	333 372	323 641	323 641	336 262	339 339
2 BASE TAXABLE	293 075	283 489	283 489	295 782	299 373
3 DROITS DE PORTE	32 238	31 184	31 184	17 747	32 931
4 PRIX EX-DEPOT (1+3)	365 610	354 825	354 825	354 009	372 270
5 STABILISATION FISCALE	-	-	-	-	-
6 TAXE SPECIFIQUE	206 650	188 470	38 560	-	93 950
7 MARGE DISTRIBUTEUR	50 660	50 660	75 520	50 660	50 660
DONT : PEREQUATION TRANSPORT	12.000	12.000	12.000	12.000	12.000
8 BASE TVA (1+3+6+7+5)	622 920	593 955	468 905	404 669	516 880
9 TVA	112 126	106 912	84 403	72 840	93 038
10 PRIX DE VENTE AU DETAILLANT (4+6+7+9)	735 046	700 867	553 308	477 509	609 918
11 MARGE DETAILLANT	10 500	10 500	10 500	10 500	10 500
12 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par m³	745 546	711 367	563 808	488 009	620 418
en F cfa par litre	746	711	564	488	620

CANAL (TTC)

	Diesel Oil	Diesel Sénélec	Fuel oil 180	Fuel oil 380	Fuel oil Sénélec	Distillat TAG	Kérosène TAG	Naphta
1 PRIX PARITE IMPORTATION	371 130	371 130	267 777	259 543	255 601	378 033	397 059	383 474
2 BASE TAXABLE	340 458	340 458	239 127	231 000	227 106	347 273	365 291	351 782
3 DROITS DE PORTE	20 427	20 427	14 348	13 860	13 626	20 836	21 917	21 107
4 PRIX EX-DEPOT (1+3)	391 557	391 557	282 125	273 403	269 227	398 869	418 976	404 581
5 STABILISATION FISCALE	-	-	-	-	-	-	-	-
6 MARGE DISTRIBUTEUR	28 844	28 844	28 844	28 844	9 054	28 844	28 844	28 844
7 BASE TVA (1+3+6+5)	420 401	420 401	310 969	302 247	278 281	427 713	447 820	433 425
8 PRIX DE VENTE AU CONSOMM. HTVA (1+3+6)	420 401	420 401	310 969	302 247	278 281	427 713	447 820	433 425
9 TVA	75 672	75 672	55 974	54 404	50 091	76 988	80 608	78 017
10 PRIX DE VENTE AU CONSOMM. en F cfa par tonne	496 073	496 073	366 943	356 651	328 372	504 701	528 428	511 442

Structure des prix des produits Pétroliers

A compter du 17 avril 2010

BUTANE 38 KG ET 12,5 KG (Fcf/TM)	
1 PRIX PARITE IMPORTATION	374 545
2 BASE TAXABLE	369 204
3 DROITS DE PORTE	3 692
4 PRIX EX-DEPOT	378 237
5 STABILISATION FISCALE	0
6 STABILISATION	0
7 MARGE DU DISTRIBUTEUR	132 178
8 BASE TVA	510 415
9 TVA	0
10 PRIX TTC	510 415
11 MARGE DETAILLANT	18.240
12 PRIX DE VENTE AU CONSOMM.	528 655

* PRIX BOUTELLE 38 KG ARRONDI	20 089 20 090
* PRIX BOUTELLES 12.5 KG ARRONDI	6 608 6 610

BUTANE	9 KG (Fcf/TM)	6 KG (Fcf/TM)	2.7 KG (Fcf/TM)
1 PRIX PARITE IMPORTATION	374 545	374 545	374 545
2 BASE TAXABLE	369 204	369 204	369 204
3 DROITS DE PORTE	3 692	3 692	3 692
4 PRIX EX-DEPOT	378 237	378 237	378 237
5 STABILISATION FISCALE	0	0	0
6 SUBVENTION	0	0	0
7 MARGE DU DISTRIBUTEUR	99 384	99 384	99 011
dont frais de passage en dépôt	32 480	32 480	32 480
8 BASE TVA	477 621	477 621	477 248
9 TVA	0	0	0
10 PRIX TTC	477 621	477 621	477 248

BOUTELLE DE	9 KG	6 KG	2.7 KG
* PRIX EX-DISTRIBUTEUR	4 299	2 866	1 289
* MARGE GROSSISTE	170	105	45
* PRIX EX- GROSSISTE	4 469	2 971	1 334
* MARGE DETAILLANT	110	85	35
* PRIX AU CONSOMMATEUR	4 579	3 056	1 369
ARRONDI	4 580	3 055	1 370

(CANAL HTT)

	Super Carburant	Essence Ordinaire	Pétrole Lampant	Gasoil
1 PRIX PARITE IMPORTATION	333 372	323 641	336 262	339 339
2 BASE TAXABLE	293 075	283 489	295 782	299 373
3 DROITS DE PORTE	32 238	31 184	17 747	32 931
4 PRIX EX-DEPOT	365 610	354 825	354 009	372 270
5 TAXE SPECIFIQUE	206 650	188 470	-	93 950
6 EXONERATION DROITS DE PORTE	- 32 238	- 31 184	- 17 747	- 32 931
7 MARGE DISTRIBUTEUR	50 660	50 660	50 660	50 660
DONT : PEREQUATION TRANSPORT	12.000	12.000	12.000	12.000
8 PRIX DE VENTE AU DETAILLANT	590 682	562 771	386 922	483 949
9 MARGE DETAILLANT	10 500	10 500	10 500	10 500
10 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par m ³	601 182	573 271	397 422	494 449
en F cfa par hl	60 118	57 327	39 742	49 445

Structure des prix des produits Pétroliers

(CANAL HTVA et DD)

A compter du 17 avril 2010

	Super Carburant	Essence Ordinaire	Pétrole Lampant	Gasoil
1 PRIX PARITE IMPORTATION	333 372	323 641	336 262	339 339
2 BASE TAXABLE	293 075	283 489	295 782	299 373
3 DROITS DE PORTE	32 238	31 184	17 747	32 931
4 PRIX EX-DEPOT	365 610	354 825	354 009	372 270
5 TAXE SPECIFIQUE	206 650	188 470	-	93 950
6 EXONERATION DROITS DE DOUANE	- 29.308	- 28.349	- 14.7897	- 29.937
7 MARGE DISTRIBUTEUR	50 660	50 660	50 660	50 660
DONT : PEREQUATION TRANSPORT	12 000	12 000	12 000	12 000
8 PRIX DE VENTE AU DETAILLANT	593 612	565 606	389 922	483 943
9 MARGE DETAILLANT	10 500	10 500	10 500	10 500
10 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par m ³	604 112	576 106	400 380	497 443
en F cfa par hl	60 411	57 611	40 038	49744

(CANAL HTVA)

	Super Carburant	Essence Ordinaire	Essence pirogue	Pétrole Lampant	Gasoil
1 PRIX PARITE IMPORTATION	333 372	323 641	323 641	336 262	339 339
2 BASE TAXABLE	293 075	283 489	283 489	295 782	299 373
3 DROITS DE PORTE	32 238	31 184	31 184	17 747	32 931
4 PRIX EX-DEPOT	365 610	354 825	354 825	354 009	372 270
5 TAXE SPECIFIQUE	206 650	188 470	38 560	-	93 950
6 MARGE DISTRIBUTEUR	50 660	50 660	75 520	50 660	50 660
DONT : PEREQUATION TRANSPORT	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
7 PRIX DE VENTE AU DETAILLANT	622 920	593 955	468 905	404 669	516 880
8 MARGE DETAILLANT	10 500	10 500	10 500	10 500	10 500
9 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par m ³	633 420	604 455	479 405	415 169	527 380
en F cfa par hl	63 342	60 446	47 941	41 517	52 738

Structure des prix des produits Pétroliers

(CANAL HTT)

A compter du 17 avril 2010		Diesel Oil	Fuel Oil 180 CST	Fuel Oil 380 CST
1	PRIX PARITE IMPORTATION	371 130	267 777	259 543
2	BASE TAXABLE	340 458	239 127	231 000
3	DROITS DE PORTE	20 427	14 348	13 860
4	PRIX EX-DEPOT	391 557	282 125	273 403
5	EXONERATION DROITS DE PORTE	-20 427	-14 348	-13 860
6	MARGE DISTRIBUTEUR	28 844	28 844	28 844
7	PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par tonne	399 974	296 621	288 387

PRODUITS	UNITES	PRIX PARITE IMPORTATION	PRIX DE DE REPRISE HTT
SUPER CARBURANT	M3 A 15° C	337 109	337 109
ESSENCE ORDINAIRE	M3 A 15° C	327 698	327 698
PETROLE LAMPANT	M3 A 15° C	339 562	339 562
GASOIL	M3 A 15° C	341 695	341 695
DIESEL OIL	T	371 130	371 130
FUEL OIL 180 CST	T	267 777	267 777
FUEL OIL 380 CST	T	259 543	259 543

A Compter 17 avril 2010

(CANAL TTC)

PRODUITS	UNITES	PPI	BASE TAXABLE	DROITS DE PORTE	PRIX EX DEPOT	BASE TVA	TVA	PRIX DE REPRISE HTVA	PRIX DE REPRISE TTC
BUTANE 12.5/38 KG	T	374 545	369 204	3 692	378 237	378 237	0	378 237	378 237
BUTANE 9 KG	T	374 545	369 204	3 692	378 237	378 237	0	378 237	378 237
BUTANE 6 KG	T	374 545	369 204	3 692	378 237	378 237	0	378 237	378 237
BUTANE 2.7 KG	T	374 545	369 204	3 692	378 237	378 237	0	378 237	378 237
SUPER CARBURANT	M3 A 15° C	337 109	296 361	32 600	369 709	369 709	66 548	369 709	436 257
ESSENCE ORDINAIRE	M3 A 15° C	327 698	287 043	31 575	359 273	359 273	64 669	359 273	423 942
ESSENCE PIROGUE	M3 A 15° C	327 698	287 043	31 575	359 273	359 273	64 669	359 273	423 942
PETROLE LAMPANT	M3 A 15° C	339 562	298 685	17 921	357 483	357 483	64 347	357 483	421 830
GASOIL	M3 A 15° C	341 695	301 452	33 160	374 855	374 855	67 474	374 855	442 329
DIESEL OIL	T	371 130	340 458	20 427	391 557	391 557	70 480	391 557	462 037
DIESEL OIL SENELEC	T	371 130	340 458	20 427	391 557	391 557	70 480	391 557	462 037
FUEL OIL 180 CST	T	267 777	239 127	14 348	282 125	282 125	50 783	282 125	332 908
FUEL OIL 380 CST	T	259 543	231 000	13 860	273 403	273 403	49 213	273 403	322 616
FUEL OIL SENELEC	T	255 601	227 106	13 626	269 227	269 227	48 461	269 227	317 688
DISTILAT TAG	T	378 033	347 273	20 836	398 869	398 869	71 796	398 869	470 665
KEROSENE TAG	T	397 059	365 291	21 917	418 976	418 976	75 416	418 976	494 392
NAPHTA	T	383 474	351 782	21 107	404 581	404 581	75 825	404 581	477 406

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 2463 ME-MTTTTTF en date du 17 mars 2010 abrogeant l'arrêté interministériel n° 6508 MEM-MIETTTMI du 10 août 2004 portant agrément pour l'exercice de la profession de transporteur routier d'hydrocarbures raffinés accordé à M. Mamadou Sady et accordant l'agrément pour l'exercice de la profession de transporteur routier d'hydrocarbures raffinés à la Société Transports Sady SARL.

Article premier. - Est abrogé l'arrêté interministériel n° 6508 MEM-METTTMI du 10 août 2004 portant agrément pour l'exercice de la profession de transporteurs routier d'hydrocarbures raffinés accordé à M. Mamadou Sady sis 44, rue Lamy x Tolbiac.

Art. 2. - Il est accordé un agrément à la Société TRANSPORTS SADY SARL 44, rue Lamy x Tolbiac pour l'exercice de la profession de transporteur routier d'hydrocarbures raffinés.

L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans renouvelable à compter du 10 août 2009.

Il peut être renouvelé dans les mêmes formes pour une période ne pouvant excéder la durée initiale.

le renouvellement est de droit si la Société TRANSPORTS SADY SARL a rempli les obligations définies pour l'obtention de l'agrément.

Art. 3. - La Société TRANSPORTS SADY SARL doit réaliser un garage attesté conforme (aux normes de sécurité et de protection de l'environnement) par le Ministère en charge de l'Environnement avant le démarrage de ses activités

Art. 4. - Le Directeur des Hydrocarbures et des Combustibles Domestiques et le Directeur des Transports terrestres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

MINISTERE DU COMMERCE

ARRETE MINISTERIEL n° 8757 en date du 28 septembre 2010 portant création et organisation du Centre de recherches, d'analyses des échanges et statistiques (CraDES)

Article premier. - Il est créé au sein du Ministère du Commerce, un centre de recherche et d'analyse pour l'intelligence économique, l'orientation stratégique, le suivi et l'évaluation d'impact de la politique commerciale, dénommée « Centre de Recherches, d'Analyses des Echanges et Statistiques » (CRADES). Le CRADES est rattaché au cabinet du Ministre du Commerce.

Art. 2. - Sous l'autorité du Ministre du Commerce, le CRADES a pour missions, la recherche, le traitement et l'analyse des statistiques et informations commerciales, en vue de promouvoir le développement du commerce.

A ce titre, il est chargé :

- de faire des études et analyses, seul ou en partenariat avec d'autres structures compétentes, en rapport avec la promotion et le développement du commerce ;

- d'assurer de façon permanente, en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, la Direction de la Prévision et des Economiques, la Direction du Commerce Extérieur, l'Agence de Régulation des Marchés, l'Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations et le Trade Point Sénégal, la veille commerciale sur l'environnement extérieur de l'économie nationale par l'analyse des risques et des opportunités existants sur les marchés internationaux, ainsi que des caractéristiques des échanges extérieurs ;

- d'assurer, en liaison avec la Direction générale des Douanes, l'Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations, la Direction du Commerce intérieur, la Direction du Commerce Extérieur, l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie et les Services de la Banque Centrale, l'analyse et le suivi des contraintes liées au commerce, le suivi des performances commerciales de l'économie, en l'occurrence, celles des principaux biens et services ;

- d'assurer, en relation avec les services concernés, le suivi du système de surveillance commerciale de l'UEMOA, de la CEDEAO, de l'UNION Africaine, de l'OCI, de l'OMC etc ;

- de contribuer, en liaison avec les services concernés, à la formulation de la politique commerciale, au suivi des négociations commerciales internationales et à l'évaluation de l'impact des accords commerciaux régionaux et multilatéraux ainsi que des préférences commerciales dont bénéficie le Sénégal, sur l'économie ;

- d'appuyer les sous-comités du Comité National des Négociations Commerciales Internationales (CNNCI) et toute autre structure par des études et analyses, en rapport les sujets traités dans le cadre des négociations commerciales internationales auxquelles participe le Sénégal ou en rapport avec la promotion et le développement du commerce ;

- de contribuer au renforcement des capacités des acteurs des secteurs public et privé et ceux de la société civile, par la communication et la formation sur les règles et pratiques commerciales.

Art. 3. - En vue de l'exécution de ses missions, le Centre est autorisé à conclure des conventions et des contrats avec des personnes physiques ou morales des secteurs public ou privé.

En particulier, dans le cadre de ses activités, notamment d'études et de formulation de la politique commerciale, le Centre est autorisé à s'associer les services d'experts extérieurs, le concours d'assistants de recherche et les services de personnels de soutien.

Les activités du Centre sont coordonnées par un fonctionnaire de la hiérarchie A, nommé par arrêté du Ministre du Commerce.

Art. 4. - Le Centre de Recherches et d'Analyses des Echanges et Statistiques (CRADES) comprend :

- la Division de la Recherche, de l'Analyse et des Etudes (DRAE) ;

- la Division de l'Intelligence Economique et de l'Exploitation des Statistiques (DIEES) ;

- la Division de la Documentation Commerciale et de la Communication (DDCC).

Art. 5. 1. Le Centre est administré par un Conseil d'orientation qui délègue à un Coordonnateur, tous les pouvoirs nécessaires au bon fonctionnement du Centre, cette délégation devant être approuvée par le Ministre du Commerce. Le Conseil d'orientation est présidé par le Ministre du Commerce et comprend dix sept membres, nommés et révoqués par arrêté du Ministre du Commerce, après avis des responsables des structures visées par la liste ci-après ;

- un représentant de la Présidence de la République ;
- un représentant de la Primature ;
- un représentant du Ministre de l'Economie et des Finances ;

- un représentant du Ministre chargé de l'Industrie ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Agriculture ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Elevage ;
- un représentant du Ministre chargé du Tourisme ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Economie Maritime ;
- un représentant de chacun des Partenaires techniques et Financiers contribuant au financement des activités du Centre ;
- un représentant de la CNES ;
- un représentant du CNP ;
- un représentant du MEDES ;
- un représentant de l'ENAC ;
- un représentant du CONGAD ;
- un représentant de l'UNACOIS/JAPPO ;
- un représentant de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
- un représentant de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis.

2. Le Conseil choisit parmi ses membres un vice-président ;

3. Les membres du Conseil d'orientation sont nommés pour une durée de deux ans renouvelables à son terme ;

4. Le Ministre du Commerce peut révoquer un membre avant l'expiration de son mandat sur proposition du responsable de son organisation d'origine, et après avis du Conseil d'orientation ;

5. En cas de démission, de décès ou de révocation avant terme du mandat d'un membre du Conseil d'orientation, il est pourvu à son remplacement par la nomination d'un nouveau membre qui achève le mandat de celui qu'il remplace ;

6. Le Conseil d'orientation se réunit au moins une fois tous les trois mois sur convocation de son président. Il peut également être convoqué à la demande de deux de ses membres. Le délai de convocation est de cinq jours, sauf en cas d'urgence à apprécier par le président du Conseil. La convocation indique l'ordre du jour, la date et le lieu de la réunion ;

7. Le Conseil d'orientation ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente. Il décide à la majorité simple des voix des membres présents. En cas d'égalité de voix, le vote du président de séance est prépondérant ;

8. Le Conseil d'orientation a la faculté de recourir à l'avis d'experts indépendants s'il le juge nécessaire, lesquels experts peuvent assister avec voix consultative aux réunions du Conseil d'orientation, si celui-ci le leur demande.

9. Le Coordonnateur du Centre assiste aux réunions du Conseil d'orientation et en assure le secrétariat.

Art. 6. - Le Conseil d'orientation approuve le manuel de procédures et le règlement intérieur du Centre. Sous réserve de l'approbation du ministre de tutelle, il décide sur les points portant sur :

- le budget d'investissement et de fonctionnement ;
- l'organigramme, la grille des emplois et leur classification ainsi que les conditions et modalités de rémunération et le volume des tâches du personnel ;
- la motivation des membres du Conseil d'orientation et du comité technique ;
- l'acceptation et le refus de dons, legs ou autres ressources ;
- les orientations générales quant aux utilisations et activités du Centre ;
- le rapport général d'activités ;
- les actions judiciaires à intenter et les transactions à conclure ;
- les conventions à conclure ;
- l'engagement des personnels du Centre.

Les décisions qui ont une incidence directe sur le budget de l'Etat sont soumises à l'approbation du Ministre du Commerce.

Les actions judiciaires sont intentées et défendues au nom du Centre par son Coordonnateur.

Le Conseil d'orientation adopte un règlement intérieur déterminant les modalités de son fonctionnement. Ce règlement est soumis à l'approbation du ministre de tutelle et de celle des partenaires contribuant au financement du Centre.

Le Ministre du Commerce peut suspendre provisoirement les décisions du Conseil d'orientation lorsqu'il estime qu'elles sont contraires aux lois, aux règlements ou aux objectifs du Centre. Dans ce cas, il peut déclarer la suspension définitive dans un délai de deux mois après en avoir saisi les partenaires contribuant au financement du Centre, la date de l'accusé de réception faisant foi.

Art. 7. - le Conseil d'orientation est assisté par un Comité technique composé de représentants :

- du Conseil Economique et Social (CES) ;
- de l'Agence nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ;
- du Centre d'Etudes et de Politique pour le Développement (CEPOD) ;
- de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques ;
- de l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie ;

- de la Direction de l'Analyse, de la Prévision et de la Statistique du Ministère de l'Agriculture ;

- de l'Unité de Coordination et de Suivi de la Politique Economique du Ministère de l'Economie et des Finances ;

- de la Direction générale des Douanes (DGD) ;

- de la Direction de l'horticulture ;

- de la Direction de l'Industrie (DI) ;

- de la Direction de la Pêche ;

- de la Direction de l'Elevage ;

- de la Direction de la Transformation des produits alimentaires ;

- de la Directeur du Commerce Extérieur (DCE) ;

- de la Direction du Commerce Intérieur (DCI) ;

- de l'Agence de Régulation des Marchés (ARM) ;

- de l'Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations (ASEPEX) ;

- du Trade Point Sénégal (TPS) ;

- de l'Observatoire Economique de la Chambre de Commerce, d'industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD) ;

- de l'Institut de Recherche Agricole (ISRA-BAM) ;

- du Centre de Recherche et d'Economie Appliquée (CREA) ;

- du Consortium pour la Recherche Economique et sociale (CRES) ;

- du Centre de Recherche pour la Formation et le Développement Economique et Social (CFREDES) ;

- du Conseil national du Patronat (CNP) ;

- de la Confédération nationale des Travailleurs du Sénégal (CNES) ;

- du Mouvement des Entreprises du Sénégal (MEDS).

Le Comité technique se réunit sur convocation du Président du Conseil d'orientation.

Art. 8. - Les ressources du Centre proviennent notamment :

1. des contributions inscrites au budget de l'Etat ;

2. des dons accordés par les partenaires techniques et financiers contribuant au financement des activités du Centre ;

3. du remboursement par des tiers de services et de prestations offerts ;

4. d'autres dons et legs.

Art. 9. - Des locaux, des installations et des équipements, appartenant à l'Etat ou loués par l'Etat, sont mis à la disposition du Centre. La gestion du matériel et des équipements fait l'objet d'un suivi en comptabilité matières.

Art. 10. - Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa date de signature. Il sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : Salam-Cité Ouvrière Diamo

Objet :

- promouvoir le dialogue religieux entre les croyants pour une paix durable ;

- entreprendre des actions de développement pour la formation en construisant des lieux de culte ;

- rechercher des fonds pour l'atteinte des objectifs.

Siège social : Cité Ouvrière Diamo-Saint-Louis.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Chérif Hadramé Aïdara *Président* ;

Pape Niokhor Ndir, *Secrétaire général* ;

Cheikh Sadibou Ngom, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 14.551
MINT-DAGAT DEL AS en date du 17 juin 2010.

Etude de M^e Babacar Camara

Avocat à la cour

66 Avenue El Hadji Malick Sy

(Immeuble de la Pharmacie El Hadji Malick Sy-Dakar)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 16.236-DG, appartenant au sieur Malo Guèye.

2-2